

## ***Note de recherche*** ***Élections européennes 2024***

# 9 / Mai 2024

---

# CATHOLIQUES ET MUSULMANS FACE À L'ÉLECTION EUROPÉENNE DE 2024

**Claude Dargent**

*Professeur à l'Université Paris 8*

*Chercheur associé au CEVIPOF - Sciences Po*

[claude.dargent@sciencespo.fr](mailto:claude.dargent@sciencespo.fr)

La religion va-t-elle influencer sur les votes du 9 juin prochain ? On le sait, le processus d'union européenne a été notamment lancé aux lendemains de la guerre par des démocrates-chrétiens : Konrad Adenauer pour l'Allemagne, Alcide de Gasperi pour l'Italie, Robert Schuman pour la France. Et on se souvient du débat sur les « racines chrétiennes » de l'Europe lors de l'élaboration du traité constitutionnel. Sur le plan religieux, les transformations ce qu'est aujourd'hui l'Union européenne depuis ses origines sont en tout cas considérables. À partir d'un noyau majoritairement catholique, l'Europe s'est étendue au nord vers la Scandinavie protestante et surtout à l'est vers des pays dont beaucoup sont marqués par l'orthodoxie. Mais si ces évolutions restent dans le cadre du christianisme, l'immigration, notamment musulmane, a également contribué à la diversification religieuse de l'Union. Et les sans religion ont beaucoup augmenté partout, et tout particulièrement dans sa partie occidentale.

Au demeurant, les rapports entre les Églises et l'État varient considérablement d'un pays à l'autre en Europe - depuis une stricte séparation dans un pays comme la France jusqu'à des religions d'État dans certains pays protestants ou orthodoxes en passant par des régimes de Concordat, par exemple en Italie ou au Portugal. Cela contribue à expliquer que la religion ne fasse pas partie des compétences européennes. Pour autant, la religion s'impose indirectement dans beaucoup des questions qui agitent l'Union - et se trouve par exemple à l'évidence en arrière-plan des débats sur l'immigration.

Surtout, la sociologie électorale montre avec constance le poids de l'appartenance religieuse dans les choix électoraux - qu'il s'agisse des scrutins nationaux, locaux ou européens. Il y a fort à parier qu'il en ira de même cette année en France. Que nous disent sur ce point les enquêtes pré-électorales ?

1.

Je m'appuie ici sur les données de la 4<sup>e</sup> vague de L'Enquête électorale française Élections européennes réalisée par IPSOS pour le CEVIPOF/Sciences Po, Le Monde, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne. Elle a été réalisée du 19 au 24 avril 2024 auprès de 10 651 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrite sur les listes électorales

2.

La question posée est « Quelle est votre religion, si vous en avez une ? ». Les réponses proposées figurent dans le tableau (on a classé les bouddhistes, peu nombreux - 55 - dans « Autre religion » et les sans réponse - 96 - dans les « Sans religion »)

3.

Ces données rejoignent celles des enquêtes comparatives internationales, à deux différences près : ces enquêtes utilisent une question différente, et elles portent sur la population générale. Voir par exemple, s'appuyant sur le dispositif *European Values Study*: Claude Dargent, « Recul du catholicisme, croissance des non-affiliés et des minorités religieuses », dans Pierre Bréchon, Frédéric Gonther (dir.), *La France des valeurs*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2019

La France a connu des mutations religieuses considérables ces dernières décennies. D'un côté, dans le cadre de ce qu'il est convenu de qualifier de « sécularisation », le nombre de catholiques a beaucoup diminué, et celui des sans religion s'est considérablement accru. En outre, même si la mesure est malaisée en France à cause de leur poids restreint, beaucoup de juifs semblent avoir émigré en Israël, réalisant leur Alya. En revanche, le nombre de musulmans s'est considérablement accru, comme conséquence différée d'une immigration maghrébine, africaine et turque.

La situation actuelle est la résultante de ces évolutions variées<sup>1</sup>:

Tableau 1 : Composition religieuse du corps électoral en France<sup>2</sup> (avril 2024)

	Effectifs	Pourcentage
Catholique	5255	49,3
Protestant	187	1,8
Musulman	281	2,6
Juif	67	0,6
Autre religion	238	2,2
Sans religion	4623	43,4
Total	10651	100,0

Les catholiques représentent donc la moitié de l'électorat<sup>3</sup>. Par ordre d'importance, ils sont suivis par les sans religion. Les autres groupes religieux sont très minoritaires. Les musulmans pèsent un peu moins de 3% dans l'échantillon. Leur poids est probablement double dans la population française. En effet, tous n'ont pas la nationalité française ou une nationalité européenne. Et surtout, il s'agit pour partie d'un électorat de jeunes dont beaucoup ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Les protestants frôlent classiquement les 2%. Quant aux juifs, qui ont longtemps constitué 1% de la population française, leur nombre semble bien avoir diminué. Comment ces différentes appartenances religieuses vont-elles se traduire dans les urnes en juin prochain ?

**Catholique contre sans religion : un antagonisme politique structurant**

Le simple croisement des intentions de vote des électeurs inscrits avec leur religion déclarée montre des différences manifestes.

Tableau 2 : Intentions de vote des électeurs français pour les élections européennes selon leur religion (en %)

	Listes de Gauche	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement national	Reconquête	divers	Total
Catholique	24	19	9	36	6	7	100 (4539)
Protestante	41	19	7	20	4	9	100 (170)
Musulmane	70	10	5	6	0	9	100 (220)
Juive	18	33	8	18	8	13	100 (60)
Autre religion	40	10	4	23	7	17	100 (197)
Sans religion	45	12	3	27	3	8	100 (3731)
<b>Ensemble</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>31</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>100 (8917)</b>

NB : on a regroupé dans la colonne « Listes de gauche » les listes LO, LCR, LFI, communiste, Europe Écologie les Verts, Nouvelle Donne, socialiste et place publique et enfin radicale. Les listes Écologie au centre, Patriotes, Union Populaire Républicaine, Alliance Rurale, Parti Animaliste, Territoires en Mouvement et Alliance centriste ont été classées dans la catégorie « divers ». Puisqu'il s'agit ici d'identifier des orientations politiques, on n'a pas tenu compte du degré de certitude d'aller voter.

Si on s'intéresse d'abord aux deux groupes les plus importants, les catholiques et les sans religion, on observe que leurs choix sont opposés. Les premiers sous représentent la gauche dans leur vote (24% des catholiques comptent voter à gauche contre 34% des Français, - 10 points) tandis que les seconds lui donnent un net avantage (45% des sans religion, + 11 points).

#### 4.

Guy Michelat et Michel Simon, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques-Éditions Sociales, 1977

#### 5.

Pierre Bréchon, "Religious voting in a secular France", dans David Broughton & Hans-Martien ten Napel (dir.), *Religion and mass electoral behaviour in Europe*, New York, Routledge, 2000

#### 6.

Guy Michelat et Claude Dargent, « Système symbolique catholique et comportement électoral », *Revue française de science politique*, 65(1), février 2015, pp. 27-61

#### 7.

Claude Dargent, « Religion, classes sociales et comportement politique : l'épreuve de l'élection singulière de 2017 », *L'Année sociologique*, 71(2), 2021, pp. 369-398

Ce constat est ancien : il est patent dès les premiers travaux de sociologie électorale. Dans les années soixante où l'éventail politique est fortement bipolarisé entre une droite gaulliste au pouvoir et une gauche dans l'opposition, cet antagonisme s'observe largement<sup>4</sup>. La religion apparaît alors comme le facteur majeur du vote en France<sup>5</sup>.

Ce clivage majeur persiste en 2012 malgré la progression de l'extrême droite à partir de la fin du XX<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. Et il s'observe toujours lors de la première victoire d'Emmanuel Macron à l'élection présidentielle en 2017 en dépit des transformations considérables de l'offre politique<sup>7</sup>.

En 2022, l'affaiblissement et l'éclatement de la droite rendent la comparaison difficile. Néanmoins, le sondage IFOP effectué au lendemain du second tour pour *la Croix et le Pèlerin* montre que la gauche a un retard de 10 points au premier tour dans l'électorat catholique par rapport à la moyenne nationale. Le fait nouveau est qu'E. Macron rattrape son handicap initial dans ce segment électoral : en 2017, il apparaissait d'abord comme un ex-ministre de F. Hollande ce qui conduisit à ce qu'il se retrouve sous-représenté dans l'électorat catholique en comparaison avec son score national. En 2022, le sondage montre qu'il a attiré 29% des catholiques, alors qu'il obtient 27,5% des voix de l'ensemble des Français.

En 2024 (tableau 2), le processus semble se confirmer : la liste Renaissance qui se réclame du Président en exercice fait un meilleur score chez les catholiques (19%) que dans l'échantillon total (16%). Cette évolution est d'autant plus paradoxale que l'épiscopat est en désaccord avec la prochaine loi sur la fin de vie. Mais on sait depuis longtemps que les enjeux de politique publique qui touchent directement aux choix religieux ne sont qu'un élément de la détermination des votes dans ces électors.

À l'opposé, les données de l'enquête Ipsos montrent que les sans religion sont systématiquement sous représentés dans les votes qui ne relèvent pas de la gauche. 16 % d'entre eux comptent opter pour la liste macroniste qui recueille 19% globalement chez les Français. 6% envisagent de choisir la liste de droite emmenée par Bellamy contre 9% des Français. 27% veulent voter RN contre 31% de l'ensemble de l'électorat. En revanche, l'électorat catholique surreprésente chacune de ces listes - y compris donc celle emmenée par J. Bardella, j'y reviendrai.

Enfin, à l'intérieur de la gauche elle-même, les choix des deux groupes religieux sont bien différenciés. 3,5% des catholiques comptent voter LFI contre 11% des

sans religion, soit un écart considérable. La distance se réduit pour le vote écologiste (5% contre 11) et davantage encore pour le vote socialiste (11% contre 16).

### *Musulmans et autres minorités religieuses*

Au-delà de cette opposition massive entre catholiques et sans religion, la sociologie du vote en France doit également prendre en compte les minorités religieuses : c'est sur l'antagonisme politique qui opposait les protestants aux catholiques qu'André Siegfried (1875-1959) a fondé la géographie électorale. Le temps des protestants de gauche opposés aux catholiques de droite a pu apparaître ensuite comme révolu. La sécularisation a rapproché ces deux confessions chrétiennes dans une société où les sans religion pèsent de plus en plus. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les protestants, moins à droite que les catholiques, se révèlent proches de la moyenne des Français. Depuis, l'écart semble s'être de nouveau creusé. La raison en est simple : catholiques et protestants divergent largement sur le vote Rassemblement national : si 36% des premiers choisissent la liste de J. Bardella, ce n'est le cas que de 20% des seconds, 11 points de moins qu'en moyenne nationale (tableau 2).

Ces 16 points de différence entre les deux confessions chrétiennes se retrouvent donc fatalement ailleurs pour les protestants. Et d'abord sur les listes de gauche, qui attirent 41% de cet électorat (contre 34% des Français). Cette avance de la gauche chez les protestants peut paraître surprenante car le poids des évangéliques dont on connaît la conviction socialement conservatrice s'est beaucoup accru dans cette partie du christianisme. Probablement sont-ils peu nombreux chez les électeurs qui se sont identifiés comme protestants dans l'enquête : on sait que les évangéliques préfèrent souvent se rattacher aux autres religions.

Mais c'est d'abord aux musulmans qu'on pense quand on évoque les minorités religieuses en France aujourd'hui. Parce que, même chez les électeurs, ils constituent bien la deuxième religion comme on l'a vu. Et aussi à cause de leur place actuelle dans le débat public. À partir du moment où leur comportement électoral a pu être mesuré, au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les musulmans sont d'emblée apparus massivement à gauche - davantage encore que les sans religion qui occupaient auparavant cette position extrême dans la France de l'après-guerre.

Il en va toujours ainsi, malgré le vieillissement de cette population initialement très jeune et l'accès d'une fraction des musulmans de France aux classes moyennes (tableau 2). 70% d'entre eux se proposent donc aujourd'hui de choisir une liste de gauche contre 34% des Français, deux fois plus souvent donc. Mais ce résultat est presque exclusivement lié à l'attraction de *la France Insoumise* dans cet électorat : 44% des musulmans comptent voter pour la liste emmenée par Manon Aubry contre 8% en moyenne nationale - 5,5 fois plus souvent ! On comprend mieux l'intérêt que ce parti porte à cette population, au point de susciter les controverses que l'on connaît suite à ses prises de position sur l'action terroriste du Hamas le 7 octobre. Bien que toutes les enquêtes disponibles montrent combien la quasi-totalité des musulmans de France sont des partisans d'un islam pacifié, ses fidèles sont très sensibles au conflit qui oppose Palestiniens et Israéliens, moins d'ailleurs comme musulmans que par solidarité arabe.

Les juifs de France constituent le dernier groupe religieux qu'on peut analyser ici. Leur nombre restreint dans l'enquête incite à la prudence. Longtemps, à l'instar des juifs américains, leurs coreligionnaires français ont été des progressistes. Il y avait là notamment le produit d'une socialisation familiale, beaucoup d'entre eux étant arrivés en France, sous la III<sup>e</sup> République, pays des droits de l'Homme, pour fuir les pogromes d'Europe orientale. Les juifs persistent dans cette orientation politique jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle au vu des données disponibles. Mais l'élection de Nicolas Sarkozy auquel ils accordent un large soutien en 2012 constitue un premier virage. L'implosion de la droite survenue depuis semble en constituer un second : c'est la liste Renaissance soutenue par l'actuel président qui recueille le plus leurs suffrages (tableau 2). Un tiers des Français se réclamant de la religion juive la choisissent, soit deux fois plus que la moyenne nationale.

## 8.

La question posée dans l'enquête est « Avez-vous l'habitude d'aller à un office religieux :

- 1... au moins une fois par semaine
- 2... une ou deux fois par mois
- 3... de temps en temps, aux grandes fêtes
- 4... uniquement pour les cérémonies, mariages, enterrements...
- 5...jamais »

Les enquêtés choisissant les réponses 1 et 2 forment les pratiquants réguliers, la réponse 3 identifie les pratiquants occasionnels. J'ai qualifié globalement ces trois catégories de « pratiquants religieux », par opposition à la quatrième qui regroupe ce que j'ai appelé les « pratiquants sociaux ». La catégorie 5 permet d'identifier les catholiques non pratiquants

### Un catholicisme de droite mais qui éloigne du RN

Pour approfondir la relation entre religion et vote aux élections européennes, il faut faire entrer en jeu un second indicateur : la fréquence de l'assistance à un office. Parce qu'elle constitue une pratique religieuse centrale, elle permet de mesurer le degré d'engagement dans la religion déclarée. Cet indicateur est particulièrement important s'agissant du catholicisme, la confession religieuse de loin la plus importante en France et qui y était largement majoritaire pendant l'essentiel du XX<sup>e</sup> siècle. Pour cette raison coexistent aujourd'hui des Français qui se déclarent catholiques uniquement par tradition familiale et des fidèles engagés quotidiennement dans cette confession par leurs croyances et leurs pratiques - avec tous les degrés intermédiaires possibles.

Cette approche, mise en œuvre depuis bientôt un siècle, permet de retrouver des résultats récurrents. Ainsi, s'agissant des intentions de vote pour *Les Républicains*, héritiers directs des formations de droite classique antérieures (RPR puis UMP), plus la pratique est régulière plus elles sont fréquentes : 5% des catholiques non pratiquants, 8% des catholiques à pratique sociale, 11% des catholiques à pratique religieuse<sup>8</sup> (tableau 3). Donc plus les Français sont engagés dans le catholicisme, plus ils votent à droite - comme du temps de N. Sarkozy et de F. Fillon, mais à un niveau bien moindre.

Tableau 3 : Intentions de vote des électeurs catholiques pour les élections européennes selon leur pratique (en %)

	Listes de Gauche	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement national	Reconquête	divers	Total
cath pratiquants religieux	24	19	11	31	7	7	100 (1224)
cath pratiquants sociaux	23	19	8	37	5	7	100 (2871)
cath non pratiquants	27	14	5	41	6	8	100 (443)
ensemble des catholiques	24	19	9	36	6	7	100 (4538)

## 9.

Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002 ; Pascal Perrineau, *Le symptôme Le Pen : radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997

Quoi qu'on ait dit dans le passé, on retrouve également dans l'enquête les effets opposés qu'exerçait déjà la pratique sur le vote pour le FN au XX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. En effet, plus l'engagement catholique est intense, moins ce vote est fréquent : 41% des catholiques non pratiquants, 37% des catholiques à pratique sociale, 31% des catholiques à pratique religieuse. Il baisse même à 21% chez ceux qui vont à la messe au moins une fois par mois, et à 18% pour les fidèles qui s'y rendent une fois par semaine. La confusion qui a pu régner sur ce sujet

tient au fait que les catholiques ne sont pas plus que les autres groupes sociaux en France épargnés par les progrès de la formation d'extrême droite. Mais elle atteint l'ensemble de leurs composantes, tout en laissant intact le constat que plus l'engagement dans le catholicisme est élevé, moins ce choix politique est fréquent.

En revanche, on constate le mouvement inverse pour l'électorat de *Reconquête*, soutenue par Éric Zemmour. Quand la pratique s'intensifie, ce vote augmente : 9,5% chez les catholiques pratiquants réguliers et jusque à 11% chez les Français qui vont à la messe chaque semaine alors qu'il ne concerne que 6 % des catholiques pris globalement.

L'implosion du système partisan auquel l'émergence du macronisme a largement contribué confirme en parallèle plusieurs nouveautés dans la relation entre catholicisme et vote en France. La première concerne cet électorat lui-même. Son caractère hybride est en effet flagrant. Si les fidèles de cette confession ont surmonté leur réticence initiale de 2017 vis-à-vis d'E. Macron, il en reste des traces dans le profil religieux de l'électorat probable de la liste *Renaissance* pour les prochaines élections européennes. D'un côté, le vote pour cette liste progresse quand on passe des non pratiquants aux catholiques à pratique sociale (de 14 à 19%). Mais il stagne ensuite à 19% quand on considère les catholiques à pratique religieuse, contrairement à ce qu'on observe classiquement à droite.

Ce qu'on observe à gauche en est-il la conséquence ? Si le poids des électeurs de ces listes baisse logiquement quand on passe des non pratiquants aux seuls pratiquants sociaux (de 27 à 23%), on n'observe pas de recul quand on considère ensuite les pratiquants religieux (24%). Plus exactement, on constate bien une baisse du vote de gauche chez les catholiques pratiquants occasionnels, ceux qui vont à la messe de temps en temps, pour les grandes fêtes (19%). Mais ce vote de gauche remonte quand on s'intéresse ensuite aux seuls catholiques pratiquants réguliers - ceux qui fréquentent la messe au moins une fois par mois (32%). Les catholiques de gauche ont toujours existé. Mais ils étaient classiquement d'autant plus rares que la pratique augmentait. Si elle se confirme, cette inversion de la relation méritera des investigations complémentaires<sup>10</sup>.

Enfin, si la prise en compte de l'assistance à la messe est essentielle pour le catholicisme compte tenu de son ancienneté sur le sol français, il en va différemment des musulmans<sup>11</sup>. La fréquence de la prière à la mosquée est sans effet significatif sur leur vote de gauche : 68% si cette pratique est régulière, 72% quand elle est occasionnelle, 68% pour la seule pratique sociale, 72% chez les non pratiquants.

### **Derrière la religion, la classe sociale ?**

La faible prise en compte de la religion dans l'analyse des élections tient souvent à un impensé : derrière elle se trouveraient les variables efficaces, celles qui mesurent les inégalités sociales. La religion n'en serait alors que le paravent. La question méritait d'être posée au XX<sup>e</sup> siècle. La déchristianisation précoce de la classe ouvrière en France, l'influence du catholicisme dans les milieux favorisés faisait que, derrière le clivage entre catholiques et sans religion, on pouvait voir celui qui opposait une bourgeoisie même salariée aux classes populaires. Examinée en profondeur, cette thèse a pourtant été réfutée

#### **10.**

S'il ne s'agit pas là d'une anomalie liée à un biais d'échantillonnage, on peut se demander si on n'est pas là en face d'un effet d'âge. On sait que les pratiquants réguliers sont plus âgés que leurs concitoyens. Or, les générations nées à partir de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale sont particulièrement hostiles au RN, et ont voté à de nombreuses reprises quand la gauche était bien plus puissante qu'aujourd'hui

#### **11.**

Ce fait doit probablement être mis en relation avec le constat qu'à la différence des catholiques, l'importance de la religion dans la vie est peu dépendante de la fréquentation d'un office religieux comme l'établit l'enquête TEO. Voir : Vincent Tiberj, « Chapitre 1. The Muslims next door. Portraits d'une minorité religieuse française », dans Lætitia Bucaille (dir.), *Désirs d'Islam. Portraits d'une minorité religieuse en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 35-55. C'est en effet une constante, relevée dès que les enquêtes ont été en mesure de repérer les musulmans français : Claude Dargent, « Les musulmans déclarés en France : affirmation religieuse, subordination sociale et progressisme politique », *Cahiers du CEVIPOF*, n° 34, Paris, CEVIPOF, février 2003, 97 p.



**12.**

Depuis le livre déjà cité de G. Michelat et M. Simon

depuis les années 70 par la littérature scientifique qui a montré l'effet propre et indépendant de la religion<sup>12</sup>. Mais les idées fausses ont la vie dure... Les mutations politiques constatées depuis amènent toutefois à reposer cette question. On constate alors qu'elle a encore moins de sens aujourd'hui que jadis. Car ce ne sont plus comme au XX<sup>e</sup> siècle les classes populaires qui votent à gauche aujourd'hui, mais bien les cadres. Si 28% des ouvriers et 34% des employés affirment vouloir faire ce choix, il concerne 41% des professions intermédiaires et 43% des cadres et professions intellectuelles supérieures (tableau 4). Chez les salariés, plus on monte dans la hiérarchie sociale, plus le vote de gauche est fréquent. En quelques décennies, on a assisté à un véritable *retournement électoral*.

Tableau 4 : Intentions de vote pour les élections européennes selon le groupe socio-professionnel (en %)

	Listes de Gauche	Renaissance	Les Républicains	Rassemblement national	Reconquête	divers	Total
Agriculteur exploit.	64	5	5	12	5	9	100
Art. Com. Chef d'ent.	38	17	6	26	6	6	100
Cadre et prof. Int. Sup.	43	18	8	18	4	9	100
Profess. Interméd.	41	13	5	29	4	9	100
Employé	34	9	5	38	5	10	100
Ouvrier	28	6	3	49	5	10	100
Retraité	27	25	9	28	5	5	100
Inactif	41	10	5	30	3	10	100
Ensemble	34	16	6	31	5	8	100

**13.**

Ce retournement électoral apparaît évidemment lié au « retour de bâton culturel » que transpose G. Ivaldi dans le cas français : Gilles Ivaldi, « Un « cultural backlash » à la française ? L'extrême droite et le « retour de bâton » culturel dans l'élection présidentielle de 2022 », *Revue française de science politique*, 72(4), 2022, pp. 485-514

Ce processus<sup>13</sup> ne profite pas à la droite ou au macronisme : quand on passe des ouvriers aux cadres, le vote pour les listes Bellamy et Hayer est multiplié par trois. Le centre et la droite n'ont donc pas récupéré ces suffrages qui ont abandonné la gauche. Après d'autres, cette enquête confirme et amplifie un constat : c'est le *Rassemblement national* qui a aujourd'hui conquis le vote populaire<sup>14</sup>. Les ouvriers affirment vouloir voter presque trois fois plus souvent pour la liste Bardella que les cadres (49% contre 18%).

**14.**

Sur la composition socioprofessionnelle de l'électorat du RN et de ses différents segments, voir : Pascal Perrineau, « La dynamique du Rassemblement national dans la perspective des élections européennes de juin 2024 », *Note de recherche, Élections européennes 2024*, vague 3 de l'enquête électorale, note 4, mai 2024, 7 p.

Est-ce alors leur éloignement du catholicisme pratiquant qui explique l'attrait du *Rassemblement national* pour les catégories populaires ? Clairement non. Seuls les agriculteurs exploitants ont une composition religieuse originale avec 2,5 fois plus de catholiques pratiquants religieux que l'ensemble des Français (31% contre 13% : tableau 5) et corrélativement moins de catholiques pratiquants sociaux. L'enquête établit d'ailleurs que les différences religieuses sont limitées entre les catégories de salariés : elles ne contribuent donc que très marginalement aux écarts politiques constatés.

Tableau 5 : Composition religieuse des groupes socio-professionnels (en %)

	Cath. pratiq. religieux	Cath. pratiq. sociaux	Catholique non prat	Prot.	Juif	Musul.	Autre religion	Sans religion	Total
Agriculteur exploit.	31	12	2	13	2	8	7	25	100 (91)
Art. Com. Chef d'entr.	15	22	2	2	3	3	3	49	100 (401)
Cadre et prof. Int. Sup.	14	25	4	2	0	3	2	50	100 (1146)
Profess. Intermédiaire	12	26	5	2	1	2	2	50	100 (1681)
Employé	9	27	5	2	0	5	3	49	100 (1776)
Ouvrier	10	29	6	1	0	3	2	49	100 (1268)
Retraité	16	46	5	2	1	0	1	29	100 (3085)
Inactif	11	22	5	2	1	6	3	51	100 (1202)
<b>Ensemble</b>	<b>13</b>	<b>31</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>43</b>	<b>100 (10650)</b>

On le voit, et malgré le retournement électoral intervenu depuis un demi-siècle, le poids de la religion a toujours une incidence sur les choix électoraux. Il est d'ailleurs regrettable que cette variable ne soit pas davantage prise en considération dans les analyses du vote. Et a fortiori que son effet soit nié dans des travaux qui tombent dans les pièges d'une approche géographique pas assez maîtrisée<sup>15</sup>. Si la question des inégalités est en effet centrale dans les choix électoraux, elle ne doit pas conduire à occulter la dimension culturelle et symbolique qui leur est inhérente. Dans ce domaine, l'engagement religieux joue évidemment toujours un rôle majeur.

15.

Julia Cagé, Thomas Piketty, *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités en France, 1789-2022*, Paris, Seuil, 2023

Édition : Florent Parmentier

Mise en forme : Marilyn Augé

Pour citer cette note : DARGENT (Claude) « Catholiques et musulmans face à l'élection européenne de 2024 », *Note de recherche, Élections européennes 2024*, vague 4 de l'enquête électorale, note 9, mai 2024, 8 p.

© CEVIPOF, 2024 Claude Dargent